

Parlons de ce qui se produit actuellement, en particulier de la rigidité qui existe aujourd'hui. Il y a aux États-Unis un groupe qui s'appelle Arms Control Association qui a un conseil d'administration composé de personnes éminentes. On y trouve des gens comme l'amiral Gayler, ancien commandant en chef de la marine américaine dans le Pacifique; Gérard Smith ancien administrateur du gouvernement américain pour le contrôle des armements; Paul Warnke, ancien administrateur du contrôle des armements sous le gouvernement Carter; Robert McNamara, ancien secrétaire de la Défense, et d'autres. Ces gens ont récemment commandé une étude et un rapport qui montrent que le gouvernement Reagan a, au fond, torpillé les négociations sur le contrôle des armements. Il ajoutait que les mesures de contrôle des armements comme les négociations START, ainsi que SALT I et SALT II seraient annulées.

M. Benjamin: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. La résolution du député de Beaches (M. Young) vise à constituer une zone dénucléarisée au Canada et à interdire le déploiement, l'essai, la construction et le transport d'armes nucléaires au Canada. Le député n'a toujours pas parlé du contenu de la résolution et je me demande si la présidence serait prête à lui rappeler qu'il doit parler de ce que le Canada peut faire et non de ce que peuvent faire les anciens ministres de la Défense des États-Unis.

Le président suppléant (M. Herbert): A l'ordre, s'il vous plaît. Je conçois que le député puisse invoquer le Règlement s'il pense que le député de Thunder Bay-Atikokan (M. McRae) ne parle pas de la motion. Toutefois, la présidence estime que la question est suffisamment vaste et que les observations du député sont recevables.

M. McRae: Monsieur le Président, je pourrai peut-être expliquer au député de Regina-Ouest (M. Benjamin) que je m'interroge sur la direction que nous devons prendre et sur ce qui est fondamental. Je suis en faveur des efforts des députés du parti néo-démocrate. Toutefois, bien que cette question ne soit pas fondamentale, et qu'il y en ait de plus importantes à propos du contrôle des armements, nous avons passé quatre jours à en parler.

Une des choses qui m'agacent depuis fort longtemps, et que je n'ai jamais été en mesure d'accepter, c'est l'idée de venir à la Chambre, de me lever, et de dire naïvement que je veux ceci et cela, sans me préoccuper le moindrement de la façon dont je pourrais apporter les changements que je veux. Si je crois à quelque chose, alors je dois lutter pour le changement. Si je ne prête aucune attention à ce qui se passe autour de moi et si je ne fais pas de mon mieux pour changer les choses, je manque à mon devoir.

J'estime que nous sommes devant la situation la plus dangereuse que l'on puisse imaginer sur cette terre et je ne crois pas que cette motion y changera quoi que ce soit. Il y a des choses beaucoup plus sérieuses que nous devons envisager et c'est ce que j'essaie de dire. J'essaie de décomposer la question pour montrer que nous pourrions faire des choses autrement plus importantes. Il se peut qu'en prenant quelques-unes des mesures que nous souhaitons tous prendre, nous rations l'occasion de porter un coup beaucoup plus décisif. Voilà ce que je tente d'expliquer aux députés et qui a sa place dans l'étude de la motion.

Le désarmement nucléaire

Je reviens à cette grave question. En négociant au nom des pays membres de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, les deux superpuissances ont abouti à un cul de sac. Elles n'ont trouvé aucune solution, ce que l'Arms Control Association attribue principalement au fait que le gouvernement américain a présenté une suite d'idées qui pouvaient sembler extraordinaires à un public non averti; celui-ci a pu croire que le gouvernement américain voulait absolument contrôler les armes et qu'il faisait d'énormes concessions, alors qu'aux yeux des observateurs qui suivent de près la question depuis des années, ces idées étaient absolument vides de sens. A la longue, cela peut mener à une situation bien différente de celle à laquelle on croyait être arrivé. C'est ainsi que les négociations ont été rompues.

Il s'est produit le même phénomène à propos des pourparlers START. Le président des États-Unis s'est débattu afin que son pays et l'Union soviétique s'entendent pour supprimer la plupart de leurs engins balistiques intercontinentaux basés à terre. «Débarrassez-vous des vôtres, leur a-t-il dit, et nous en ferons autant.» Toutefois, il a avoué à des membres du Congrès en octobre qu'il ignorait que les Soviétiques avaient quatre fois plus de ces engins basés à terre qu'en mer, alors que c'était le contraire pour les Américains. Ainsi qu'il l'a déclaré à des membres du Congrès, lorsqu'il a demandé aux Soviétiques de supprimer leurs ICBM basés à terre, ils ont dû l'accuser de parti pris. Voilà le genre de négociations qui ont eu lieu lors des entretiens START. Je dénonce les ministériels qui ont refusé d'insister pour que l'on poursuive en même temps les pourparlers START et INF. On croyait s'exposer à toutes sortes de malentendus si l'on se mettait à parler d'autres choses que des missiles de portée intermédiaire. Voilà les choses graves qui se sont produites.

• (1740)

Le fait que le président des États-Unis parle de guerre dans l'espace et affirme qu'on peut empêcher les missiles de survoler le territoire américain, alors qu'il sait pertinemment que l'accord sur les missiles anti-missiles sera violé si l'on s'engage dans une guerre pareille, et tout ce que disent ces gros bonnets américains qui sont farouchement anti-soviétiques menacent très gravement la paix mondiale.

Voilà les faits tels qu'ils sont. Ce n'est pas un problème qui intéresse uniquement le Canada. Je ne pense pas que ce sont les Canadiens qui vont provoquer la guerre. La paix pose un problème au niveau international. Quand j'entends dire qu'il suffit aux Canadiens de se tenir tranquilles et de ne pas se préoccuper des autres nations, et qu'ils peuvent estimer avoir fait leur juste part, alors je m'inquiète sérieusement. C'est ce que font les membres du mouvement de la paix. Nous nous intéressons de moins en moins aux événements qui ont lieu ailleurs dans le monde.

Si je voulais créer une zone dénucléarisée, c'est en Europe du Centre que je le ferais. Il est absolument essentiel d'en venir là pour éviter que des missiles Pershing II, SS-20 SS-21 et SS-22 se retrouvent nez à nez de part et d'autre des frontières, séparés par quatre à six minutes de vol. C'est là que la zone dénucléarisée revêt toute son importance. Le problème tient au fait qu'un missile Pershing peut être lancé par erreur. Ce n'est pas tellement le fait qu'il soit lancé accidentellement qui nous inquiète, c'est surtout qu'il puisse l'être par suite d'une défaillance d'ordinateur ou encore parce qu'on n'aurait pas eu le